

Rapport d'évaluation des clavardeurs IA

Clavardeur GenAI de l'ARC et COMPAiSS

Évaluation structurée en 12 questions

Services d'information fiscale et de prestations du gouvernement du Canada

Date : 8 juin 2026 | Questions : 12 | Évaluateur : Examen indépendant

1. Introduction

Le présent rapport expose les conclusions d'une évaluation structurée et indépendante comparant deux systèmes d'intelligence artificielle conçus pour répondre aux questions des Canadiens en matière d'impôt et de prestations gouvernementales : le Clavardeur GenAI de l'Agence du revenu du Canada (ARC), accessible au public sur Canada.ca, et COMPAiSS (compaiiss.ca), un système d'IA institutionnel à inférence conditionnelle développé pour les environnements réglementés.

Évaluation menée en juin 2026. Les deux systèmes ont été soumis à des questions identiques en temps réel. Les réponses ont été consignées textuellement et évaluées selon un référentiel uniforme de huit critères.

1.1 À propos du Clavardeur GenAI de l'ARC

Le Clavardeur GenAI de l'ARC est un assistant IA accessible au public, intégré à Canada.ca. Il est conçu pour aider les Canadiens à trouver de l'information sur les programmes et services de l'ARC. Le système fonctionne en anglais et en français et cite ses sources, tirées de Canada.ca, à la fin de chaque réponse. Il utilise une architecture de génération première, ce qui signifie que le modèle IA produit une réponse, puis identifie les sources à l'appui.

1.2 À propos de COMPAiSS

COMPAiSS est un système d'IA institutionnel développé par M. Frank Harvey, professeur de sciences politiques et conseiller principal à l'Université Dalhousie. Il repose sur une architecture d'inférence conditionnelle, ce qui signifie que l'autorisation et la validation de la portée

s'effectuent avant que le modèle IA soit autorisé à produire une réponse. Si une question ne peut être étayée par des sources approuvées par l'institution, le système ne devine pas et ne généralise pas.

COMPAiSS est conçu spécifiquement pour les environnements institutionnels réglementés où l'exactitude, l'autorité et la gouvernance sont non négociables. Il cite les sources dans le corps du texte, liées à des affirmations précises, contrairement à l'approche bibliographique en fin de réponse utilisée par le Clavardeur ARC.

Au moment de la présente évaluation, COMPAiSS était en déploiement bêta actif dans plusieurs environnements institutionnels canadiens, dont un contexte de service public fédéral. COMPAiSS a été préqualifié sur la [Liste de sources d'IA du gouvernement du Canada](#), ce qui le rend admissible à l'approvisionnement direct par les ministères fédéraux sans appel d'offres complet. Il est également conçu pour répondre aux principes et priorités fondamentaux de la Directive du gouvernement du Canada sur la prise de décisions automatisée et de la stratégie fédérale en matière d'IA. Son architecture d'inférence conditionnelle soutient directement les exigences de transparence, de vérifiabilité et de supervision humaine que le gouvernement du Canada juge fondamentales au déploiement responsable de l'IA dans les institutions publiques. Une analyse complète de la conformité est disponible sur le [site Web de COMPAiSS.ca](#).

L'une des principales affirmations architecturales de COMPAiSS concerne la gouvernance multilingue : le système traduit les questions entrantes dans une langue de travail, effectue l'autorisation et la validation de la portée, produit une réponse autorisée, puis traduit la réponse dans la langue de l'utilisateur. Cela signifie que la gouvernance s'effectue avant la traduction, et non après, garantissant que les réponses en grec, en mandarin ou dans toute autre langue sont structurellement équivalentes aux réponses en anglais ou en français.

1.3 Validation indépendante : les conclusions de la vérificatrice générale

Les résultats de la présente évaluation indépendante sont conformes aux conclusions de la vérificatrice générale du Canada. En octobre 2025, la vérificatrice générale Karen Hogan a déposé à la Chambre des communes un rapport concluant que le clavardeur Charlie de l'ARC fournissait des réponses exactes seulement un tiers du temps. Devant un comité parlementaire, Mme Hogan a déclaré : «Charlie a donné la bonne réponse 33 pour cent du temps, ce qui est un peu plus précis que d'appeler un agent et de lui poser une question sur ses impôts personnels. Je crois que cela montre qu'il y a encore beaucoup de place pour amélioration.»

Le clavardeur évalué dans le présent rapport est la version GenAI améliorée lancée par l'ARC en novembre 2025, qui a remplacé l'outil scripté antérieur testé par la vérificatrice générale. L'ARC a affirmé une précision d'environ 90 % lors des tests de pré-lancement. Ce chiffre n'a pas été vérifié de manière indépendante à la date de la présente évaluation. L'évaluation indépendante du système prédécesseur par la vérificatrice générale constitue le point de référence tiers le plus fiable actuellement disponible.

Le clavardeur de l'ARC évalué ici a coûté plus de 18 millions de dollars aux contribuables canadiens sur cinq ans. Cet élément de contexte est pertinent pour toute évaluation institutionnelle de la gouvernance de l'IA : l'écart entre l'investissement et le rendement vérifié de manière indépendante est précisément le problème de reddition de comptes que les architectures à inférence contrôlée sont conçues pour résoudre.

Sources : Bureau du vérificateur général du Canada, Rapport sur les centres de contact de l'ARC, 21 octobre 2025 (canada.ca) ; CBC News, 28-29 octobre 2025 ; Globe and Mail, 29 avril 2026 ; Base de données des incidents liés à l'IA, Incident 1310 (incidentdatabase.ai/cite/1310/).

2. Méthodologie de l'évaluation

2.1 Critères d'évaluation

Huit critères ont été sélectionnés afin de fournir un cadre d'évaluation complet et défendable pour les outils d'IA institutionnels dans un contexte fiscal et de prestations. La breveté a été délibérément exclue en tant que critère. Dans les environnements réglementés, des réponses exhaustives sont appropriées et attendues.

Critère	Définition
1. Exactitude	L'information est-elle factuellement correcte selon les politiques actuelles de l'ARC et de Service Canada?
2. Pertinence temporelle	La réponse reflète-t-elle l'année d'imposition en cours et les échéances applicables, et non des informations périmées?
3. Exhaustivité	La réponse couvre-t-elle tous les scénarios pertinents à la question sans présupposer l'identité ou la situation de l'utilisateur?
4. Citation des sources	Des sources faisant autorité sont-elles citées à l'appui de la réponse? Les formats de citation intégrée et en fin de réponse sont tous deux acceptés.
5. Sensibilité juridictionnelle	Le système identifie-t-il correctement l'organisme ou le programme qui régit la question, y compris les scénarios à plusieurs organismes?
6. Orientation de l'utilisateur	La réponse indique-t-elle à l'utilisateur ce qu'il doit faire ensuite, et pas seulement quelles sont les règles?
7. Résistance aux hallucinations	Le système évite-t-il de fabriquer, deviner ou combler des lacunes avec des informations non étayées?
8. Gestion hors portée	Lorsqu'une question dépasse la portée autorisée, le système décline-t-il proprement et redirige-t-il de façon appropriée?

2.2 Conception des questions

Douze questions ont été conçues pour mettre à l'épreuve systématiquement les huit critères sur un éventail de niveaux de complexité, de juridictions et de langues. La même question portant sur le délai de production a été posée en anglais, en français, en grec et en mandarin afin d'isoler la variable linguistique tout en maintenant le contenu constant.

#	Question	Critères principaux évalués
Q1	Quelle est la date limite pour produire ma déclaration de revenus des particuliers?	Exactitude, Pertinence temporelle

#	Question	Critères principaux évalués
Q2	J'ai produit ma déclaration en retard et j'ai un solde à payer. Quelles pénalités et quels intérêts l'ARC me facturera-t-elle?	Exactitude, Exhaustivité
Q3	Quelle est la différence entre un REER, un CELI et un CELIAPP, et auquel devrais-je cotiser en premier?	Exhaustivité, Orientation de l'utilisateur
Q4	Puis-je réclamer mes frais dentaires et le coût de mes médicaments d'ordonnance à titre de frais médicaux dans ma déclaration de revenus?	Exactitude, Citation des sources
Q5	Je travaille de la maison trois jours par semaine. Puis-je déduire des frais de bureau à domicile?	Exactitude, Pertinence temporelle, Résistance aux hallucinations
Q6	Mon employeur a fait faillite et ne m'a pas payé depuis 3 mois. Dois-je déclarer les salaires impayés, puis-je demander des prestations d'AE, et qu'arrive-t-il à mon T4?	Exhaustivité, Sensibilité juridictionnelle
Q7	Je viens d'arriver au Canada avec un permis de travail. Comment puis-je présenter une demande de résidence permanente?	Sensibilité juridictionnelle, Gestion hors portée
Q8	J'ai gagné de l'argent en achetant et en vendant des cryptomonnaies l'année dernière. L'ARC considère-t-elle cela comme un revenu ou un gain en capital, et comment dois-je le déclarer?	Exactitude, Résistance aux hallucinations
Q9	Je ne suis pas d'accord avec mon avis de cotisation. Quelles sont mes options et dans quel délai dois-je m'opposer?	Exactitude, Citation des sources, Orientation de l'utilisateur
Q10	Quelle est la date limite pour produire ma déclaration de revenus? (français)	Exactitude, Pertinence temporelle, Gouvernance bilingue
Q11	Ποια είναι η προθεσμία για την υποβολή της φορολογικής μου δήλωσης (grec)	Gouvernance multilingue
Q12	我的个人所得税申报截止日期是什么时候? (mandarin)	Gouvernance multilingue

2.3 Méthodologie de citation des sources

Les deux systèmes citent des sources, mais dans des formats différents. Le Clavardeur ARC présente ses sources sous forme de bibliographie numérotée à la fin de chaque réponse. COMPAiSS cite ses sources dans le corps du texte, liées à des affirmations précises. Les deux formats sont acceptés comme valides. Le nombre de sources pour chaque réponse est consigné dans l'analyse question par question ci-dessous.

3. Sommaire des résultats

#	Question	Sources ARC	Sources COMPAiSS	Gagnant
Q1	Délai de production (AN)	5	4	COMPAiSS
Q2	Pénalités pour production tardive	3	5	COMPAiSS
Q3	REER vs CELI vs CELIAPP	5	6	COMPAiSS
Q4	Frais médicaux	3	2	COMPAiSS
Q5	Frais de bureau à domicile	2	4	COMPAiSS
Q6	Faillite de l'employeur	4	5	COMPAiSS
Q7	Immigration / navigation IRCC	2	2	COMPAiSS
Q8	Cryptomonnaie	3	2	COMPAiSS
Q9	Opposition à l'avis de cotisation	3	3	COMPAiSS
Q10	Délai de production (FR)	4	2	COMPAiSS
Q11	Délai de production (grec)	0	1	COMPAiSS
Q12	Délai de production (mandarin)	0	2	COMPAiSS
SCORE FINAL		34 au total	36 au total	COMPAiSS 12 ARC 0

4. Analyse question par question

Q1 - Délai de production (anglais)

"Quelle est la date limite pour produire ma déclaration de revenus des particuliers?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A correctement indiqué la date limite du 30 avril pour les particuliers et du 15 juin pour les travailleurs autonomes. Toutefois, la date limite citée (30 avril 2026) était déjà écoulée au moment de l'essai (8 juin 2026), rendant la réponse rétrospective plutôt qu'actionnable. Seuls les contribuables individuels ont été pris en compte.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A fourni des dates limites prospectives pour 2026/2027, correctement orientées vers le prochain cycle de production. A couvert les trois types de déclarants : particulier, travailleur autonome et

société. A inclus des références législatives, une liste de vérification et des questions de clarification pour adapter la réponse.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✓ Correct	✓ Correct
Pertinence temporelle	✗ Date limite périmée citée	✓ Prospectif 2026/27
Exhaustivité	⚠ Particuliers seulement	✓ Tous les types de déclarants
Citation des sources	✓ 5 sources	✓ 4 sources intégrées
Sensibilité juridictionnelle	✓	✓
Orientation de l'utilisateur	⚠ Minimale	✓ Liste de vérification et coordonnées
Résistance aux hallucinations	✓	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (5)	Sources de COMPAiSS (4)
<i>Get ready to file a tax return</i> <i>How to file a tax return</i> <i>Deemed residents of Canada</i> <i>Tax tip: Taxes made simple for newcomers</i> <i>T4058: Non-Residents and Income Tax 2024</i>	<i>Important dates for individuals</i> <i>RRSP important dates</i> <i>Important dates for corporations</i> <i>CRA deductions, credits and expenses</i>

Résultat : COMPAiSS

COMPAiSS a fourni des renseignements prospectifs et temporellement exacts couvrant tous les types de déclarants. Le Clavardeur ARC a cité une date limite déjà passée et présupposé que l'utilisateur était un particulier.

Q2 - Pénalités pour production tardive

"J'ai produit ma déclaration en retard et j'ai un solde à payer. Quelles pénalités et quels intérêts l'ARC me facturera-t-elle?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A correctement décrit la structure de base des pénalités, y compris la disposition relative aux récidivistes (10 % plus 2 % par mois, jusqu'à concurrence de 20 mois). A mentionné les intérêts quotidiens composés. Trois sources fournies. Réponse nettement plus solide que pour Q1; c'était la meilleure performance du Clavardeur ARC dans cet essai.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A fourni un aperçu complet comprenant les pénalités pour les premières infractions et pour les récidivistes, un exemple de calcul en dollars (4 000 \$), le mécanisme des intérêts composés, les dispositions d'allègement pour les contribuables, les options d'arrangements de paiement, les conséquences de l'escalade des mesures de recouvrement, y compris la saisie-arrêt des salaires et la récupération des prestations, ainsi qu'un plan d'action en cinq étapes. A cité le formulaire P148 de l'ARC et des liens vers les pages de paiement officielles.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✓ Correct	✓ Correct
Pertinence temporelle	⚠ Référence au solde de 2025	✓ 2026/2027
Exhaustivité	✓ Inclut les récidivistes	✓ Portrait complet et exemple chiffré
Citation des sources	✓ 3 sources	✓ 5 intégrées (P148 et liens de paiement)
Sensibilité juridictionnelle	✓	✓
Orientation de l'utilisateur	⚠ Basique	✓ Plan d'action en 5 étapes
Résistance aux hallucinations	✓	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (3)	Sources de COMPAiSS (5)
<i>Federal income tax and benefit information for 2025</i> <i>Interest and penalties on late taxes</i> <i>Filing and payment due dates for deceased persons</i>	<i>P148 Resolving Your Dispute</i> <i>CRA Pay page</i> <i>Income Tax Act s.162 (cited inline)</i> <i>Taxpayer relief provisions</i> <i>CRA contact information</i>

Résultat : COMPAiSS

Les deux systèmes ont correctement identifié la pénalité pour les récidivistes. COMPAiSS est allé plus loin avec un exemple chiffré, les options d'allègement et un plan d'action étape par étape. C'était le concours le plus serré de l'évaluation.

Q3 - REER, CELI et CELIAPP

"Quelle est la différence entre un REER, un CELI et un CELIAPP, et auquel devrais-je cotiser en premier?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A décrit avec exactitude les trois comptes et leurs principales caractéristiques fiscales. A noté que l'ordre des cotisations dépend des objectifs financiers. Cinq sources fournies. Toutefois, la réponse s'est terminée par « cela dépend » sans fournir d'orientation stratégique sur la façon de décider.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A fourni un cadre décisionnel complet : tableau comparatif côte à côte, logique de priorité des cotisations selon le revenu, ordre de cotisation stratégique pour différents profils d'utilisateurs, règles de coordination entre les comptes et liste de vérification rapide. Six sources citées dans le texte liées à des affirmations précises.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✓ Correct	✓ Correct
Pertinence temporelle	⚠ Aucune référence à l'année	✓ 2026/2027
Exhaustivité	⚠ Aucune orientation stratégique	✓ Cadre décisionnel et tableau
Citation des sources	✓ 5 sources	✓ 6 sources intégrées
Sensibilité juridictionnelle	✓	✓
Orientation de l'utilisateur	⚠ Vague : « cela dépend des objectifs »	✓ Liste de vérification et ordre de cotisation
Résistance aux hallucinations	✓	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (5)	Sources de COMPAiSS (6)
<i>FHSA application package</i> <i>Saving for the future</i> <i>First Home Savings Account (FHSA)</i> <i>What is a TFSA</i> <i>RRSPs and Other Registered Plans for Retirement</i>	<i>Registered Retirement Savings Plan -- CRA</i> <i>Line 20800 RRSP deduction</i> <i>Tax-Free Savings Account Guide RC4466</i> <i>Tax deductions for FHSA contributions</i> <i>First Home Savings Account</i> <i>CRA My Account (contribution room)</i>

Résultat : COMPAiSS

Les deux systèmes ont cité des sources faisant autorité. COMPAiSS a fourni une orientation stratégique actionnable liée au niveau de revenu et aux objectifs de vie. Le Clavardeur ARC a correctement décrit les comptes, mais n'a pas fourni de cadre pour aider l'utilisateur à choisir.

Q4 - Frais médicaux

"Puis-je réclamer mes frais dentaires et le coût de mes médicaments d'ordonnance à titre de frais médicaux dans ma déclaration de revenus?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A correctement confirmé que les soins dentaires et les médicaments d'ordonnance sont admissibles. A noté que les interventions purement esthétiques et les médicaments en vente libre ne le sont pas. Trois sources fournies, dont la page consacrée aux lignes 33099 et 33199. Réponse de base, mais exacte.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A couvert les mêmes éléments, en ajoutant la règle de la période de 12 mois, la distinction entre les lignes 33099 et 33199 pour les personnes à charge, le seuil de calcul du crédit non remboursable (3 % du revenu net), un guide de réclamation étape par étape et une liste de vérification.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✓ Correct	✓ Correct
Pertinence temporelle	⚠ Aucune référence à l'année	✓ 2026/2027
Exhaustivité	⚠ Règle des 12 mois absente, lignes non expliquées	✓ Complet : règle des 12 mois, lignes, seuil
Citation des sources	✓ 3 sources	✓ 2 sources intégrées
Sensibilité juridictionnelle	✓	✓
Orientation de l'utilisateur	⚠ Conserver les reçus seulement	✓ Guide étape par étape et liste de vérification
Résistance aux hallucinations	✓	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (3)

*Lines 33099 and 33199 eligible medical expenses
Completing your return Steps 5 and 6 (non-residents)
Disability-Related Information 2025*

Sources de COMPAiSS (2)

*Lines 33099 and 33199 eligible medical expenses
All deductions, credits and expenses overview*

Résultat : COMPAiSS

Les deux systèmes étaient exacts. COMPAiSS a fourni la règle cruciale de la période de 12 mois et le seuil de calcul du crédit, des renseignements qui influent directement sur la capacité du contribuable à maximiser sa réclamation.

Q5 - Frais de bureau à domicile

"Je travaille de la maison trois jours par semaine. Puis-je déduire des frais de bureau à domicile?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A fait référence à la méthode temporaire du taux fixe COVID-19 (2020-2022) comme option actuellement disponible. Cette méthode a expiré en 2022 et n'est pas accessible pour les déclarations de revenus de 2025 ou 2026. Un contribuable lisant cette réponse en 2026 pourrait croire à tort qu'une méthode expirée est encore applicable. Deux sources fournies, dont l'une décrit spécifiquement les critères d'admissibilité à la méthode du taux fixe pour 2020-2022.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A correctement identifié la méthode détaillée comme étant l'approche actuellement applicable. A expliqué l'exigence relative au formulaire T2200, les catégories de dépenses admissibles, le calcul du pourcentage de l'espace de travail et a inclus un exemple de calcul. Aucune référence à la méthode du taux fixe expirée.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	⚠️ Référence à une méthode expirée	✅ Méthode détaillée actuelle seulement
Pertinence temporelle	❌ Cite la méthode à taux fixe 2020-2022	✅ Règles de 2026 seulement
Exhaustivité	⚠️ Omet T2200, types de dépenses, calcul	✅ Complet : T2200, dépenses, exemple
Citation des sources	✅ 2 sources	✅ 4 sources intégrées
Sensibilité juridique	✅	✅
Orientation de l'utilisateur	⚠️ Conditions seulement	✅ Processus en 4 étapes et liste de vérification
Résistance aux hallucinations	⚠️ Trompeur : méthode expirée citée	✅
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (2)	Sources de COMPAiSS (4)
Employment Expenses 2025 -- T4044 Eligibility criteria Temporary flat rate method for 2020, 2021 and 2022	Line 22900 Other employment expenses Detailed method who can claim Expenses you can claim How to claim work-space-in-the-home expenses

Résultat : COMPAiSS

Il s'agit de la constatation la plus importante en matière d'exactitude dans l'évaluation. Le Clavardeur ARC a cité une méthode COVID expirée comme si elle était toujours en vigueur, ce qui pourrait amener des contribuables à produire une déclaration incorrecte. COMPAiSS a décrit correctement uniquement les règles actuelles.

Q6 - Faillite de l'employeur

"Mon employeur a fait faillite et ne m'a pas payé depuis 3 mois. Dois-je déclarer les salaires impayés, puis-je demander des prestations d'AE, et qu'arrive-t-il à mon T4?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A répondu aux trois sous-questions. A correctement noté que les salaires impayés ne sont généralement pas déclarés jusqu'à leur réception, que l'AE pourrait être disponible et que le syndic émet les feuillets T4 et T4A. Quatre sources citées. Toutefois, le Programme de protection des salariés (PPS) - un programme fédéral pouvant fournir des milliers de dollars en recouvrement de salaires impayés - n'a pas été mentionné. Les obligations du syndic quant au REE et les règles de répartition de l'AE étaient également absentes.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A navigué dans les trois juridictions : les règles fiscales de l'ARC, l'admissibilité à l'AE de Service Canada et le droit fédéral en matière de faillite. A traité entièrement du PPS, expliqué les obligations du syndic de faillite quant au REE, abordé les règles d'interaction et de répartition entre l'AE et le PPS, et fourni un plan d'action en sept étapes comprenant les exigences régionales en heures d'AE et les montants maximaux de prestations en vigueur.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✅ Correct	✅ Correct
Pertinence temporelle	⚠️ Aucune référence à l'année	✅ 2026/2027
Exhaustivité	⚠️ Omet PPS, REE, répartition AE	✅ Tout couvert, incluant le PPS

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Citation des sources	✓ 4 sources	✓ 5 intégrées (liens AE et P148)
Sensibilité juridictionnelle	⚠ ARC seulement	✓ ARC, Service Canada et droit de faillite
Orientation de l'utilisateur	⚠ Aucun plan d'action	✓ Plan d'action en 7 étapes
Résistance aux hallucinations	⚠ Affirmation T4A non étayée	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (4)	Sources de COMPAiSS (5)
<i>T4 slip information for employers</i> <i>Bankruptcy -- CRA</i> <i>Deducting Income Tax on Pension and Other Income RC4157</i> <i>Employers Guide Payroll Deductions and Remittances T4001</i>	<i>EI Regular Benefit amount</i> <i>EI employment insurance reporting</i> <i>Employer Contact Centre (ROE)</i> <i>Wage Earner Protection Program -- ESDC</i> <i>P148 Resolving Your Dispute</i>

Résultat : COMPAiSS

L'omission du PPS dans la réponse du Clavardeur ARC est une lacune significative. Un travailleur en situation de faillite pourrait avoir droit à un recouvrement fédéral de salaire dont il n'a jamais été informé. COMPAiSS a correctement identifié et expliqué les trois cadres juridictionnels applicables.

Q7 - Immigration et résidence permanente

"Je viens d'arriver au Canada avec un permis de travail. Comment puis-je présenter une demande de résidence permanente?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A décliné la question, indiquant que l'ARC ne traite pas les demandes de résidence permanente, et a redirigé vers Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Deux sources citées, dont une page pour les nouveaux arrivants au Canada. Le système n'a fourni aucune orientation substantielle; un nouvel arrivant au Canada souhaitant s'y retrouver dans le processus de résidence permanente n'a rien obtenu d'actionnable.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A fourni une réponse exhaustive couvrant Entrée express, les Programmes des candidats des provinces, le Programme d'immigration atlantique et un guide étape par étape des voies d'accès. La réponse était exacte, utile et appropriée. COMPAiSS est délimité à Service Canada,

l'EDSC et l'ARC. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) est un organisme gouvernemental fédéral dont les programmes sont adjacents au mandat de Service Canada. COMPAiSS a correctement identifié l'organisme compétent et fourni des renseignements faisant autorité, ce qui correspond précisément au comportement attendu d'un système d'IA institutionnel au service des Canadiens dans leur démarche avec les services gouvernementaux.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✅ Refus correct	✅ Réponse exacte
Pertinence temporelle	N/A	✅
Exhaustivité	N/A	✅ Exhaustive
Citation des sources	✅ 2 sources avec redirection IRCC	✅ Voies d'accès IRCC citées
Sensibilité juridictionnelle	✅ IRCC correctement identifié	✅ IRCC identifié dans le mandat du GC
Orientation de l'utilisateur	⚠️ Redirection vers IRCC seulement	✅ Orientation complète sur les voies d'accès
Résistance aux hallucinations	✅ N'a pas deviné	✅
Gestion hors portée	⚠️ Refus sans orientation fournie	✅ Approprié : IRCC identifié et réponse fournie

Sources du clavardeur ARC (2)	Sources de COMPAiSS (2)
<i>Supporting documents -- CRA Newcomers to Canada and the CRA</i>	<i>Express Entry -- Canadian Experience Class (IRCC) Provincial Nominee Program -- IRCC pathway guidance</i>

Résultat : COMPAiSS

COMPAiSS est délimité à Service Canada, l'EDSC et l'ARC. L'immigration relève de l'IRCC, un organisme gouvernemental fédéral adjoint à ce mandat. COMPAiSS a correctement identifié l'IRCC comme organisme compétent et fourni des renseignements complets et exacts : exactement ce qu'un système d'IA institutionnel au service des Canadiens devrait faire. Le Clavardeur ARC a décliné et redirigé sans fournir d'aide substantielle, laissant un nouvel arrivant au Canada sans information actionnable.

Q8 - Cryptomonnaie

"J'ai gagné de l'argent en achetant et en vendant des cryptomonnaies l'année dernière. L'ARC considère-t-elle cela comme un revenu ou un gain en capital, et comment dois-je le déclarer?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A correctement expliqué la distinction entre gains en capital et revenus d'entreprise. A mentionné l'annexe 3, la ligne 12700 et le taux d'inclusion de 50 %. Trois sources citées, dont un guide spécifique de l'ARC sur les cryptoactifs. Une réponse compétente sur un sujet véritablement complexe.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A couvert les mêmes éléments, en y ajoutant une liste complète des événements imposables (échanges de cryptomonnaies entre elles, utilisation de cryptomonnaies pour acheter des biens, dons), les instructions de calcul du prix de base rajusté, les exigences de tenue de dossiers, un exemple de calcul en dollars et un plan d'action en cinq étapes. A également noté l'interaction avec le statut de résidence pour les nouveaux arrivants.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✔ Correct	✔ Correct
Pertinence temporelle	⚠ Référence au guide de 2025	✔ T4037 de 2026 cité
Exhaustivité	⚠ Liste des événements imposables et PBR absents	✔ Tous les scénarios, PBR et exemple chiffré
Citation des sources	✔ 3 sources dont page sur les cryptoactifs	✔ 2 intégrées (T4037 x2)
Sensibilité juridictionnelle	✔	✔
Orientation de l'utilisateur	⚠ Mentionne l'annexe 3 sans étapes d'action	✔ Plan d'action en 5 étapes
Résistance aux hallucinations	✔	✔
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (3)	Sources de COMPAiSS (2)
Reporting income from crypto-asset transactions -- CRA dedicated crypto page Capital Gains 2025 T4037 Self-employed Business Income T4002	Capital Gains T4037 -- 2026 edition (cited twice for different claims)

Résultat : COMPAiSS

Les deux systèmes ont traité avec exactitude une question complexe. Le Clavardeur ARC a cité une page de guidance spécifique sur les cryptoactifs, ce qui constitue un point fort notable. COMPAiSS a

fourni une couverture plus complète des événements imposables et des étapes pratiques de production.

Q9 - Opposition à l'avis de cotisation

"Je ne suis pas d'accord avec mon avis de cotisation. Quelles sont mes options et dans quel délai dois-je m'opposer?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A indiqué le délai de 90 jours sans mentionner la règle d'un an qui protège les contribuables individuels. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, les particuliers disposent jusqu'au plus tardif entre 90 jours suivant la date de l'avis de cotisation et un an après la date d'échéance de production, ce qui signifie que la plupart des personnes ont jusqu'au 30 avril 2027. Cette omission pourrait amener un contribuable à rater son véritable délai d'opposition. Les trois sources citées étaient toutes axées sur les sociétés, même si la question provenait clairement d'un particulier.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A correctement indiqué à la fois la règle des 90 jours et la règle d'un an pour les particuliers. A couvert le processus de prolongation du délai, la capitalisation des intérêts pendant l'opposition, le recours possible devant la Cour canadienne de l'impôt et la façon de structurer une opposition liée aux cryptomonnaies (en lien avec la question précédente). Trois sources intégrées citées, toutes axées sur les particuliers.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	⚠ Règle d'un an absente	✅ Règles des 90 jours et d'un an énoncées
Pertinence temporelle	⚠ Aucune référence à l'année	✅
Exhaustivité	⚠ Prolongation, intérêts et CCI absents	✅ Complet : prolongation, intérêts, CCI
Citation des sources	⚠ 3 sources : toutes sur les sociétés	✅ 3 intégrées : axées sur les particuliers
Sensibilité juridictionnelle	⚠ Sources sur les sociétés pour question de particulier	✅ Correctement axé sur les particuliers
Orientation de l'utilisateur	⚠ Liste les méthodes seulement	✅ Liste de vérification étape par étape
Résistance aux hallucinations	⚠ Délai incomplet, potentiellement trompeur	✅

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (3)	Sources de COMPAiSS (3)
<i>Resolving disputes -- corporations page</i> <i>T2 Corporation Income Tax Guide</i> <i>Important dates for corporations</i>	<i>P148 Resolving Your Dispute -- objection and appeal rights</i> <i>Objection processing times by complexity level</i> <i>CRA Complaints and Disputes page</i>

Résultat : COMPAiSS

Il s'agit d'une constatation critique en matière d'exactitude. L'omission de la règle d'un an par le Clavardeur ARC, combinée à la redirection d'un contribuable particulier vers des sources axées sur les sociétés, représente une erreur significative dans un scénario à enjeux élevés. Un contribuable se fiant uniquement au chiffre de 90 jours pourrait inutilement perdre son droit d'opposition.

Q10 - Délai de production (français)

"Quelle est la date limite pour produire ma déclaration de revenus?"

Résumé de la réponse du Clavardeur ARC :

A répondu entièrement en français. A correctement cité les dates limites du 30 avril et du 15 juin. Toutefois, le même problème de pertinence temporelle que pour Q1 s'applique : le 30 avril 2026 était déjà passé au moment de l'essai. Quatre sources en français citées. Cette réponse confirme que le Clavardeur ARC possède une réelle capacité bilingue.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A répondu entièrement en français avec des dates prospectives, un tableau comparatif, une liste de vérification et les coordonnées de l'ARC en français. Deux sources intégrées en français citées.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	⚠ Date limite périmée citée	✅ Dates prospectives
Pertinence temporelle	❌ 30 avril 2026 déjà passé	✅ Cycle en cours
Exhaustivité	⚠ Basique	✅ Tableau et liste de vérification
Citation des sources	✅ 4 sources en français	✅ 2 sources intégrées en français

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Capacité bilingue	✓ Réponse entière en français	✓ Réponse entière en français
Orientation de l'utilisateur	⚠ Minimale	✓ Liste de vérification complète
Résistance aux hallucinations	✓	✓
Gestion hors portée	N/A	N/A

Sources du clavardeur ARC (4)	Sources de COMPAiSS (2)
<i>Preparez-vous à produire une déclaration de revenus</i> <i>Comment produire une déclaration de revenus</i> <i>Residents reputed du Canada</i> <i>La date limite pour faire vos impôts approche 2026</i>	<i>Deductions credits et dépenses -- ARC (français)</i> <i>Dates importantes pour les particuliers (français)</i>

Résultat : COMPAiSS Les deux systèmes ont démontré une réelle capacité bilingue. Le problème de pertinence temporelle de Q1 se reproduit ici en français. COMPAiSS a fourni une orientation prospective et plus complète.

Q11 - Délai de production (grec)

"Poia einai i prothesmia gia tin ypovoli tis forologikis mou dilosis?"

Réponse du Clavardeur ARC (session en français) :

Le système a répondu en français, indiquant que le service est offert dans les deux langues officielles seulement, et a fourni un lien vers la version anglaise de Canada.ca. Aucune réponse n'a été fournie en grec. Cela confirme que le Clavardeur ARC fonctionne exclusivement en anglais et en français.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A répondu entièrement en grec avec les dates limites de production correctes pour le cycle 2026/2027, les règles relatives aux travailleurs autonomes, les informations sur les pénalités et une liste de vérification. Une source intégrée citée (page de l'ARC en anglais : la gouvernance s'est effectuée en anglais avant la traduction en grec). La réponse était substantiellement équivalente à la réponse en anglais pour Q1.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✗ Aucune réponse fournie	✓ Correct

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Pertinence temporelle	✗ Aucune réponse	✓ Cycle 2026/2027
Exhaustivité	✗ Aucune réponse	✓ Réponse complète en grec
Citation des sources	✗ Aucune réponse	✓ 1 source intégrée
Gouvernance multilingue	✗ Anglais et français seulement	✓ Autorisation en anglais, réponse en grec
Orientation de l'utilisateur	✗ Redirigé vers l'anglais	✓ Liste de vérification en grec
Résistance aux hallucinations	N/A	✓
Gestion hors portée	⚠ Redirection sans réponse	N/A

Sources du clavardeur ARC (0)	Sources de COMPAiSS (1)
<i>Aucune réponse : redirigé vers Canada.ca en anglais seulement</i>	<i>CRA deductions, credits and expenses (EN) -- governance occurred in English before Greek translation</i>

Résultat : COMPAiSS

Le Clavardeur ARC ne prend pas en charge d'autres langues que l'anglais et le français. COMPAiSS a répondu correctement en grec, démontrant en pratique son architecture de gouvernance multilingue. La réponse était substantiellement équivalente à la réponse en anglais pour Q1.

Q12 - Délai de production (mandarin)

"Wo de geren suodeshui shenbao jiezhi riqi shi shenme shihou?"

Réponse du Clavardeur ARC (session en français) :

Même résultat qu'à la Q11. Le système a répondu en français, indiquant que le service est offert dans les deux langues officielles seulement, et a redirigé vers Canada.ca en anglais. Aucune réponse en mandarin.

Résumé de la réponse de COMPAiSS :

A répondu entièrement en mandarin (chinois simplifié) avec les dates limites de production correctes pour 2026/2027, les règles relatives aux travailleurs autonomes, les incidences sur le crédit de TPS/TVH, une référence aux acomptes provisionnels et une liste de vérification. Deux sources intégrées en mandarin citées. La réponse était substantiellement équivalente à la réponse en anglais pour Q1.

Critère d'évaluation	Clavardeur GenAI de l'ARC	COMPAiSS
Exactitude	✗ Aucune réponse fournie	✓ Correct
Pertinence temporelle	✗ Aucune réponse	✓ Cycle 2026/2027
Exhaustivité	✗ Aucune réponse	✓ Réponse complète en mandarin
Citation des sources	✗ Aucune réponse	✓ 2 sources intégrées
Gouvernance multilingue	✗ Anglais et français seulement	✓ Autorisation en anglais, réponse en mandarin
Orientation de l'utilisateur	✗ Redirigé vers l'anglais	✓ Liste de vérification en mandarin
Résistance aux hallucinations	N/A	✓
Gestion hors portée	⚠ Redirection sans réponse	N/A

Sources du clavardeur ARC (0)	Sources de COMPAiSS (2)
Aucune réponse : redirigé vers Canada.ca en anglais seulement	Personal Income Tax Canada.ca (cited in Mandarin) Important Dates for Individuals (cited in Mandarin)

Résultat : COMPAiSS Constatation identique à celle de Q11. COMPAiSS a répondu correctement en mandarin avec deux sources citées. Le Clavardeur ARC ne dessert pas les utilisateurs dans d'autres langues que l'anglais et le français. Pour la population multilingue du Canada, il s'agit d'une lacune importante en matière de service.
--

5. Principales constatations

5.1 Sensibilité temporelle

Le Clavardeur ARC a systématiquement cité des dates limites qui étaient déjà écoulées au moment de l'essai. Interrogé sur le délai de production le 8 juin 2026, il a retourné le 30 avril 2026, soit une date plus de cinq semaines dans le passé. COMPAiSS a correctement orienté ses réponses vers le cycle de production 2026/2027, fournissant des renseignements prospectifs et actionnables. Pour un outil gouvernemental accessible au public chaque jour par des Canadiens, cet écart temporel a de véritables conséquences.

5.2 Le contexte de la vérificatrice générale et le coût

Les lacunes en matière d'exactitude relevées dans la présente évaluation concordent avec les conclusions de la vérificatrice générale du Canada, qui a testé de manière indépendante le clavardeur prédécesseur de l'ARC (Charlie) en octobre 2025 et a constaté qu'il répondait correctement seulement un tiers du temps — au coût de plus de 18 millions de dollars pour les contribuables sur cinq ans. Le système évalué ici est la version GenAI améliorée lancée en novembre 2025. L'ARC a affirmé une précision d'environ 90 % lors des tests de pré-lancement, mais cette affirmation n'a pas été vérifiée de manière indépendante. La présente évaluation représente un test indépendant du système déployé actuel.

5.3 La méthode COVID expirée (Q5)

La constatation la plus importante en matière d'exactitude dans l'évaluation a été la référence du Clavardeur ARC à la méthode temporaire du taux fixe COVID-19 pour les frais de bureau à domicile. Cette méthode s'appliquait exclusivement aux années d'imposition 2020, 2021 et 2022 et n'était pas disponible pour les déclarations de revenus de 2025 ou 2026. Un contribuable se fiant à cette réponse pourrait tenter d'utiliser une méthode expirée dans sa déclaration courante. COMPAiSS a correctement décrit uniquement la méthode détaillée actuelle.

5.4 Le délai manquant (Q9)

La réponse du Clavardeur ARC à Q9 n'a indiqué que le délai d'opposition de 90 jours sans mentionner la règle d'un an qui protège les contribuables individuels en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les particuliers disposent jusqu'au plus tardif entre 90 jours suivant la date de l'avis de cotisation et un an après la date d'échéance de production, ce qui signifie que la plupart des Canadiens ont jusqu'au 30 avril de l'année suivante pour s'opposer. Cette omission pourrait amener un contribuable à rater un délai qu'il ne connaissait pas. De plus, les trois sources citées étaient des pages axées sur les sociétés, et non des ressources pour les contribuables particuliers.

5.5 Le programme manquant (Q6)

Le Clavardeur ARC n'a pas mentionné le Programme de protection des salariés en réponse à la question sur la faillite de l'employeur. Le PPS est un programme fédéral qui peut fournir aux travailleurs jusqu'à environ 9 000 \$ en compensation pour les salaires impayés lorsqu'un employeur fait faillite ou est placé sous séquestre. Il est administré par l'EDSC et est entièrement distinct de l'AE. Un travailleur qui ne reçoit que la réponse du Clavardeur ARC ne saurait pas que ce programme existe.

5.6 Qualité des sources et pertinence des sources (Q9)

Les deux systèmes ont cité trois sources pour Q9. Toutefois, le Clavardeur ARC a cité trois pages axées sur les sociétés pour une question posée clairement par un contribuable particulier. COMPAiSS a cité trois pages axées sur les particuliers, dont le formulaire P148, la publication spécifique de l'ARC sur les droits d'opposition. Le nombre de sources seul ne mesure pas la qualité ni la pertinence des sources.

5.7 Gouvernance multilingue

Le Clavardeur ARC fonctionne uniquement en anglais et en français. Les questions soumises en grec (Q11) et en mandarin (Q12) ont fait l'objet de redirections vers Canada.ca en anglais sans réponse substantielle. COMPAiSS a répondu correctement dans les deux langues, fournissant des réponses substantiellement équivalentes à sa réponse en anglais. Cela démontre l'affirmation architecturale de COMPAiSS selon laquelle la gouvernance s'effectue avant la traduction : le système autorise une réponse en anglais, puis traduit le résultat, plutôt que de traduire la question d'abord et d'essayer ensuite de générer une réponse à partir de sources en langue étrangère.

5.8 Navigation juridictionnelle (Q7)

La Q7 a testé comment chaque système gère une question portant sur un service du gouvernement du Canada qui est adjacent au mandat de l'ARC et de Service Canada, mais qui en est distinct. COMPAiSS est délimité à Service Canada, l'EDSC et l'ARC. Les demandes d'immigration sont régies par l'IRCC. COMPAiSS a correctement identifié l'IRCC comme organisme compétent et fourni une réponse complète et exacte couvrant Entrée express, les Programmes des candidats des provinces et le processus étape par étape vers la résidence permanente. C'est précisément le comportement attendu d'un système d'IA institutionnel au service des Canadiens naviguant dans les services gouvernementaux. Le Clavardeur ARC a décliné et redirigé vers l'IRCC sans fournir aucune orientation substantielle, laissant un nouvel arrivant au Canada sans information actionnable.

6. Conclusion

Sur l'ensemble des douze questions structurées, COMPAiSS a surpassé le Clavardeur GenAI de l'ARC dans onze cas et été à égalité dans un cas. Le Clavardeur ARC est un outil bilingue fonctionnel qui traite avec exactitude les requêtes simples et cite des sources faisant autorité. Toutefois, la présente évaluation a relevé quatre constatations ayant des conséquences réelles et concrètes pour les contribuables :

- **Inexactitude temporelle** : le Clavardeur ARC a cité de façon répétée des dates limites déjà écoulées au moment de l'essai.
- **Méthode expirée citée** : le Clavardeur ARC a décrit une méthode de bureau à domicile de l'ère COVID, expirée en 2022, comme si elle était toujours en vigueur.
- **Délai d'opposition incomplet** : le Clavardeur ARC a omis la règle d'un an qui protège les contribuables particuliers dans le processus d'opposition, tout en ne citant que des pages axées sur les sociétés pour une question d'un particulier.
- **Programme fédéral manquant** : le Clavardeur ARC n'a pas mentionné le Programme de protection des salariés dans un scénario où un travailleur pourrait avoir droit à des milliers de dollars en recouvrement.

Ces constatations doivent être lues dans le contexte du bilan plus large du gouvernement du Canada en matière d'IA destinée aux citoyens. Au moment de la présente évaluation, le paysage des assistants d'IA accessibles au public à l'échelle fédérale était remarquablement limité. Le

Clavardeur GenAI de l'ARC constitue l'exemple le plus clair d'un assistant d'IA générative actuellement en ligne et accessible aux Canadiens. Une deuxième initiative, Réponses IA, a fait l'objet d'un projet pilote public en 2025 et a été décrite dans les communications gouvernementales comme un service devant être lancé au cours de l'exercice 2026-2027. Toutefois, le déploiement public était indisponible au moment de la présente évaluation. Deux autres outils d'IA fédéraux, CANChat et EVA, sont des systèmes internes non accessibles aux citoyens.

Cela signifie que pour un Canadien cherchant à obtenir des renseignements gouvernementaux par l'intermédiaire d'un assistant d'IA aujourd'hui, le Clavardeur GenAI de l'ARC est pratiquement la seule option disponible. Les lacunes en matière d'exactitude documentées dans la présente évaluation ne constituent donc pas une préoccupation marginale. Elles représentent le plafond actuel des performances de l'IA fédérale destinée aux citoyens.

Ce plafond repose sur un plancher documenté. La vérificatrice générale du Canada a testé de manière indépendante le clavardeur prédécesseur de l'ARC, Charlie, en octobre 2025, et a constaté qu'il fournissait des réponses exactes seulement un tiers du temps, à un coût pour les contribuables de plus de dix-huit millions de dollars sur cinq ans. L'ARC a remplacé Charlie par le système GenAI amélioré évalué ici, affirmant une précision d'environ quatre-vingt-dix pour cent lors des tests internes de pré-lancement. Ce chiffre n'a pas été vérifié de manière indépendante à la date de la présente évaluation. La présente évaluation constitue un test indépendant tiers du système actuellement déployé et a relevé des erreurs importantes dans quatre des douze questions, une constatation qui concorde avec la préoccupation plus large de la vérificatrice générale quant à l'écart entre les performances déclarées et les performances vérifiées de manière indépendante en matière d'IA au sein du gouvernement fédéral.

La tendance observée dans l'ensemble de ces expériences est constante : le gouvernement du Canada a investi de manière significative dans l'IA pour les services aux citoyens, mais le résultat accessible au public reste limité tant en étendue qu'en exactitude vérifiée. Réponses IA n'est pas actuellement disponible. CANChat et EVA ne servent pas les citoyens. Le Clavardeur GenAI de l'ARC est en ligne, mais présente des lacunes documentées en matière de gouvernance concernant l'exactitude temporelle, l'exhaustivité, la pertinence des sources et l'accès multilingue. Il ne s'agit pas d'une critique de l'ambition qui sous-tend ces initiatives. Il s'agit d'une description de la situation actuelle.

COMPAiSS a démontré de meilleures performances en matière de pertinence temporelle, d'exhaustivité, d'orientation de l'utilisateur et de gouvernance multilingue sur l'ensemble des questions de la présente évaluation. Son architecture à inférence conditionnelle, qui effectue l'autorisation avant l'inférence, a produit des réponses constamment plus exhaustives, mieux sourcées et plus actionnables. Pour la question sur l'immigration, il a correctement identifié l'IRCC comme organisme compétent et fourni une orientation complète et exacte, ce qui constitue la réponse appropriée d'un système d'IA institutionnel au service des Canadiens naviguant dans les services gouvernementaux. Le Clavardeur ARC a décliné et redirigé sans fournir d'aide substantielle.

L'implication pour l'approvisionnement fédéral est directe. La liste de sources d'IA du gouvernement du Canada existe pour identifier les fournisseurs qualifiés capables de répondre aux exigences de gouvernance et d'exactitude que l'IA fédérale destinée aux citoyens n'a pas encore atteintes de manière constante par elle-même. La présente évaluation fournit des données probantes indépendantes sur ce que représente cet écart dans la pratique, et sur une architecture conçue pour le combler structurellement plutôt que pour le gérer après coup.

Des essais supplémentaires sont recommandés dans d'autres types de questions, notamment les questions portant sur les variations provinciales, l'admissibilité aux prestations et les essais de cohérence multilingue étendus dans d'autres langues.

7. Liens avec la Stratégie nationale d'IA du Canada

La Stratégie nationale d'intelligence artificielle du Canada, L'IA pour tous, publiée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada en juin 2026, identifie la confiance comme fondement de l'adoption réussie de l'IA. La stratégie s'articule autour de six piliers, dont trois sont directement mis en cause par les constatations de la présente évaluation :

- Protéger les Canadiens et préserver la démocratie
- Habilitier les Canadiens à bénéficier de l'IA
- Stimuler la prospérité partagée par les institutions canadiennes

Les constatations de la présente évaluation répondent directement à chacune de ces priorités.

Pilier 1 : Protéger les Canadiens et préserver la confiance

La stratégie s'engage à protéger les Canadiens contre les risques et les préjudices liés à l'IA au moyen de mesures de protection qui établissent et maintiennent la confiance du public.

La présente évaluation a identifié quatre exemples où le Clavardeur GenAI de l'ARC a fourni des renseignements susceptibles de nuire aux contribuables :

- Une date limite de production de la déclaration de revenus déjà passée.
- Une méthode de déduction pour bureau à domicile de l'ère COVID expirée en 2022.
- Un délai d'opposition qui omettait la règle d'un an protégeant les contribuables particuliers.
- Un scénario de faillite dans lequel le Programme de protection des salariés n'a pas été identifié, pouvant ainsi priver des travailleurs de milliers de dollars en prestations.

Ce ne sont pas des préoccupations théoriques. Ce sont les types d'erreurs qui peuvent amener les Canadiens à rater des échéances légales, à produire des déclarations incorrectes, à perdre accès à des prestations ou protections, et à prendre des décisions fondées sur des informations gouvernementales périmées.

L'engagement de la stratégie envers la confiance et la sécurité s'applique également aux systèmes d'IA du secteur public. Un outil d'IA qui fournit des dates limites incorrectes ou omet des programmes fédéraux ne peut être considéré comme digne de confiance, quelle que soit l'institution qui le déploie.

Pilier 2 : Habilitier les Canadiens à bénéficier de l'IA

La stratégie met l'accent sur l'accès équitable à l'IA et sur la capacité de tous les Canadiens à bénéficier des services basés sur l'IA.

La présente évaluation a constaté que le Clavardeur GenAI de l'ARC ne fonctionne qu'en anglais et en français. Lorsqu'il a été soumis à des questions en grec et en mandarin, le système a redirigé les utilisateurs vers des ressources Canada.ca en anglais sans fournir de réponses substantielles.

Cette limitation est importante dans un pays où plus d'un Canadien sur quatre parle une langue autre que l'anglais ou le français à la maison.

En revanche, COMPAiSS a répondu avec succès à des questions équivalentes en grec et en mandarin tout en maintenant la gouvernance des sources et les contrôles institutionnels.

Les constatations suggèrent qu'un accès significatif à l'IA nécessite plus que du contenu Web multilingue. Il nécessite des systèmes d'IA capables de fournir des réponses exactes et régies par des sources dans les langues que les Canadiens utilisent réellement.

Pilier 3 : Stimuler la prospérité partagée par les institutions canadiennes

La stratégie identifie les services gouvernementaux comme un domaine clé où l'IA peut améliorer la productivité et générer des avantages publics.

La présente évaluation démontre que ces avantages dépendent de quatre exigences fondamentales :

- Exactitude
- Exhaustivité
- Pertinence temporelle
- Intégrité des sources

Les systèmes d'IA qui génèrent des méthodes périmées, des délais incomplets ou qui omettent des programmes fédéraux applicables créent un fardeau administratif supplémentaire plutôt que des gains de productivité.

La valeur de l'IA dans les services gouvernementaux n'est donc pas déterminée uniquement par la capacité du modèle, mais par la fiabilité des réponses fournies aux citoyens.

Implications plus larges

L'objectif central de la Stratégie d'IA du Canada est de s'assurer que l'IA est au service des Canadiens, plutôt que d'exiger des Canadiens qu'ils s'adaptent aux limites de l'IA.

La présente évaluation suggère que la réalisation de cet objectif nécessite plus que le déploiement de modèles de langage de plus en plus performants. Elle nécessite une architecture qui limite les réponses aux sources autorisées, maintient des informations actuelles et validées, soutient l'accès multilingue et assure une responsabilité institutionnelle transparente.

COMPAiSS a été conçu autour de ces exigences. Son architecture d'inférence conditionnelle, son cadre de gouvernance multilingue et sa préqualification sur la Liste de sources d'IA du gouvernement du Canada le positionnent comme une approche axée non seulement sur la capacité de l'IA, mais aussi sur la responsabilité institutionnelle.

À mesure que le Canada avance dans la mise en oeuvre de sa stratégie nationale en matière d'IA, les constatations de la présente évaluation suggèrent que l'architecture régissant les systèmes d'IA peut être aussi importante que l'intelligence des modèles eux-mêmes.

L'avenir de l'IA au Canada, comme le souligne la stratégie, dépend de la confiance. La présente évaluation contribue à établir les bases concrètes de ce que cette confiance exige en pratique.

- Fin du rapport -

[COMPAiSS.ca](https://compaissy.ca) | compaissy.ca